



HAL
open science

La seconde venue de Jésus dans les écoles américaines

Francoise Coste

► **To cite this version:**

Francoise Coste. La seconde venue de Jésus dans les écoles américaines. Cynos, 2016, Les guerres culturelles aux Etats-Unis, 32 (2), pp.33-48. hal-03152214

HAL Id: hal-03152214

<https://hal.science/hal-03152214v1>

Submitted on 22 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La seconde venue de Jésus dans les écoles américaines : l'administration Reagan et le retour de la prière à l'école

Françoise Coste

Université Toulouse-Jean Jaurès

Les années 1970 ont vu aux États-Unis l'émergence de la Droite Chrétienne. Principalement composé de Chrétiens évangéliques blancs, ce mouvement a occupé une place considérable dans la campagne présidentielle de Ronald Reagan en 1980 (Reagan for President Campaign Plan).¹ Son équipe de campagne élaborera alors une stratégie centrée sur les États à forte population évangélique, comme la Caroline du Sud, le Tennessee, la Virginie, la Louisiane, la Floride, le Mississippi, l'Alabama et le Kentucky (Demerath et Yang : 29). Elle y fit diffuser des spots publicitaires sur les chaînes locales tous les dimanches matin, pendant leurs programmes religieux (ABC News-Harris Survey ; Voter Group Strategy Recommendations Memorandum ; Evangelicals Memorandum). La campagne envoya également une lettre, signée de Ronald Reagan, à 42 000 pasteurs évangéliques, lettre accompagnée d'un

¹ Pour une analyse détaillée de la naissance et le développement de la Droite Chrétienne, voir les articles suivants dans l'ouvrage coordonné par Bruce J. Schulman et Julian E. Zelizer, *Rightward Bound, Making America Conservative in the 1970s*: « Inventing Family Values » de Matthew D. Lassiter, « The Evangelical Resurgence in 1970s American Protestantism » de Paul Boyer et « Civil Rights and the Religious Right » de Joseph Crespino. Reagan était très populaire auprès des Évangéliques ; grâce à une enfance passée dans l'église de sa mère, les Disciples du Christ, il savait parler leur langage et maîtriser leurs références bibliques. En 1980, il sut également insister sur les questions qui leur tenaient particulièrement à cœur, en particulier en matière de politique étrangère, en mentionnant par exemple fréquemment la sécurité d'Israël (où, selon les Évangéliques, la seconde venue du Christ aurait lieu) ou encore son rejet total de l'Union Soviétique et de son « communisme athée » (Voter Group Strategy Recommendations Memorandum; Action Magazine). [toutes les citations de cet article ont été traduites par l'auteur]

des discours du candidat consacré aux « valeurs traditionnelles ». Le but était de demander à ces « chers leader[s] chrétien[s] ... de partager [ce discours] avec [leurs] fidèles » afin de les aider à comprendre les enjeux du scrutin. Reagan avait besoin de l'aide de ces pasteurs (« Je suis convaincu qu'un électorat chrétien bien informé fera le bon choix ! ») et il leur demanda de rappeler à leurs fidèles, le dimanche 2 novembre, que l'élection aurait lieu deux jours plus tard. Le candidat admit dans sa lettre que sa démarche pouvait potentiellement être vue comme enfreignant la séparation de l'Église et de l'État garantie par le Premier Amendement (« Je ne suis pas en train de suggérer comment les gens doivent voter »), mais s'il avait décidé d'agir de manière aussi inhabituelle, c'était parce que « notre nation est forte quand la majorité de ses citoyens expriment leurs convictions dans l'isolement » (Dear Christian Leaders Letter). Reagan sut aussi jouer avec les limites du Premier Amendement lors d'un congrès réunissant des milliers de leaders évangéliques à Dallas, en août 1980, quand il leur lança, dans une formule restée célèbre : « Je sais que vous ne pouvez pas appeler à voter pour moi, mais je veux que vous sachiez que moi, j'appelle à voter pour vous ! » (cité dans Hayward : 680). Dans ce rapprochement avec les Évangéliques, la question de l'école, à la fois publique et privée, joua un rôle central (Jelen : 151).

Il faut dire que, en 1978, l'administration Carter avait menacé de supprimer l'exemption fiscale dont bénéficiaient les écoles évangéliques qui pratiquaient encore la ségrégation dans le Sud ; Reagan n'alla jamais jusqu'à soutenir explicitement le droit de ces écoles à refuser les enfants noirs, mais il condamna toutefois avec véhémence cette « interférence » de la part de l'État fédéral et il rappela le besoin urgent « de remettre notre système scolaire dans les mains des autorités des villes et des États, là où il aurait toujours dû rester » – autrement dit, la rhétorique du droit des États (*States' Rights*) appliquée à l'éducation. En ce qui concerne les écoles publiques, Reagan exprima sa vive inquiétude quant au fait que « notre nation est en train de s'éloigner de la séparation de l'église et de l'État pour aller plutôt vers l'élimination de la religion ». À ses yeux, la principale arme des ennemis de la religion dans cette bataille avait été la Cour suprême, en particulier *via* son arrêt de 1962, *Engel v. Vitale*, qui avait déclaré la prière à l'école anticonstitutionnelle. Reagan fit par conséquent du retour de la prière à l'école l'un des principaux chevaux de bataille de sa campagne de 1980 (Martin : 169 ; Action Magazine). Les Chrétiens conservateurs dénonçaient *Engel* depuis presque vingt ans ; la victoire de Reagan leur assura enfin la présence d'un allié à la Maison Blanche, et une opportunité historique de transformer leur

rhétorique en réalité. Dans ce contexte, comment Reagan et ses supporters évangéliques mirent-ils leur ambitieux plan en pratique ?

1982 : une première tentative

Il est tout d'abord assez révélateur de constater que la question de la prière à l'école disparut du débat politique durant la première année du mandat de Ronald Reagan, année largement consacrée aux réformes fiscales et budgétaires du président. Aussi, début 1982, les conservateurs traditionalistes travaillant au sein de l'administration, menés par Gary Bauer, un conseiller de Reagan, se mirent-ils à exprimer leur inquiétude grandissante et à exiger des actions concrètes. Comme ils l'expliquèrent au président, ils étaient fatigués de voir son programme économique « reléguer au second plan le programme social conservateur ». Sur le plan politique, d'après Elizabeth Dole, une autre membre du staff de la Maison Blanche, il fallait absolument que Reagan fasse un geste envers sa base, en particulier vers les groupes évangéliques qui commençaient alors à se demander, *via* une métaphore inspirée du baseball : « Où est le président quand c'est notre tour de frapper la balle ? » (Elizabeth H. Dole Memorandum). L'enjeu était immense car l'administration aurait besoin du vote de « nombre de groupes conservateurs, religieux et évangéliques qui avait soutenu [Reagan] en novembre [1980] » lors des élections de mi-mandat de novembre 1982 et, surtout, lors des présidentielles de 1984 (Gary Bauer Memorandum, March 1982). Bauer décida alors de dresser une liste des « principales questions sociales en débat au Congrès ». Puisque la prière à l'école était, comme Bauer le nota, « la seule "question sociale" sur laquelle l'opinion publique est fortement alignée sur la position du président », l'administration choisit rapidement de suivre la route qui « représent[ait] le plus petit risque politique », soit la prière plutôt que l'avortement, le *busing* ou les crédits d'impôts pour les familles envoyant leurs enfants dans des écoles religieuses (Gary Bauer Memorandum, February 1982). Ce calcul était pertinent : au moment de l'élection de Reagan en 1980, 80% des Américains soutenaient le retour de la prière à l'école selon les sondages (Dierenfield : 190). Bauer pensait par conséquent pouvoir expliquer avec confiance à Ed Meese, le principal conseiller politique de Reagan, que « contrairement à d'autres questions sociales ... il n'existe pas de large segment de la population qui se mobilisera contre nous sur ce sujet-là » (Gary Bauer Memorandum,

March 1982).² La décision prise, la question à laquelle le staff de Reagan se trouva confrontée était : « quel est la meilleure façon d’accomplir ce résultat ? » (Gary Bauer Memorandum, March 1982). Cette interrogation tactique sur le « comment » du retour de la prière à l’école allait devenir le cœur du problème pour l’administration dans les mois et les années à venir.

Au Congrès, les Républicains conservateurs étaient alors en train d’envisager deux pistes possibles pour réinstaurer la prière à l’école. La première était législative : le sénateur Jesse Helms soutenait un projet de loi qui interdirait à la Cour suprême de rendre toute décision concernant la prière à l’école – option connue sous le terme de « Jurisdiction Stripping proposal » (Alley : 187; Gary Bauer Memorandum, March 1982).³ La deuxième proposition était d’ordre constitutionnel : ajouter un amendement à la Constitution qui autoriserait la prière à l’école. Pour Bauer, cette idée présentait trois avantages : un amendement « poserait le problème en des termes tranchés » ; ses opposants seraient « forcés ... de se positionner sur une proposition claire » ; et sa ratification « stimulerait l’activité politique au niveau des États de groupes favorables à l’administration ». Mais Bauer était également conscient que la voie constitutionnelle avait quelques inconvénients, en particulier le besoin de convaincre les deux tiers du Congrès, la longueur du processus de ratification et le risque de voir certains groupes évangéliques pro-Reagan réagir avec amertume et accuser l’administration d’avoir « sélectionné une option vouée à l’échec » (Gary Bauer Memorandum, March 1982).

² Dans son mémo à Meese, Bauer eut quand même l’honnêteté, il faut le souligner, d’indiquer le type d’Américains qui, eux, s’opposeraient à l’administration et au retour de la prière à l’école : « L’élite médiatique ne pense pas comme l’opinion publique en général sur cette question, donc le soutien de la presse sera au mieux mitigé ; les critiques nous accuseront de négliger l’économie et de nous focaliser sur des questions secondaires... ; certains leaders religieux seront contre nous, comme le *National Council of Churches*, les responsables de nombreuses églises protestantes, une partie de la communauté juive, [et] l’*American Civil Liberties Union* » (Gary Mauer Memorandum, March 1982).

³ Le passage clé du projet de loi d’Helms était le suivant : « The Supreme Court shall not have jurisdiction to review, by appeal, writ of certiorari, or otherwise, any case arising out of any State statute, ordinance, rule, regulation, or any part thereof, or arising out of any Act interpreting, applying, or enforcing a State statute, ordinance, rule, or regulation, which relates to voluntary prayers in public schools and public buildings » (cité dans Alley : 188-189).

Malgré la pertinence de l'avertissement de Bauer, l'administration choisit d'appuyer un amendement. Cette décision vint directement du sommet. Alors que Reagan est célèbre pour sa passivité managériale lors de ses années présidentielles et sa tendance à déléguer presque toutes les décisions importantes à ses conseillers, les documents consacrés à la prière à l'école qui circulèrent parmi ces derniers en 1982 révèlent que le président suivait les débats de très près et que c'était lui qui donnait les ordres. C'est ainsi lui qui écrit de sa main, à la fin de l'un des nombreux mémos envoyés par Bauer : « Let's take the initiative on a Constitutional Amendment » (Gary Bauer Memorandum, February 1982) – exemple très rare dans les archives présidentielles d'une instruction directe et explicite du président adressée à ses subordonnés.

C'est à partir de ce moment-là que les difficultés commencèrent pour l'administration. Il fallut en effet trouver comment rédiger cet amendement, ce qui s'avéra bien plus technique et problématique que les Reaganiens ne l'avaient anticipé. Les services du Ministère de la Justice prévinrent d'emblée Ed Meese que « quasiment toutes les formulations d'un amendement sur la prière à l'école » présentaient « des questions et des ambiguïtés ». Les juristes de l'administration en firent alors une liste très complète :

- Un amendement amènerait la « modification » de la clause d'établissement (*establishment clause*) du Premier Amendement de la Constitution. Dans son arrêt *School District of Abington Township v. Schempp*, rendu un an après *Engel*, la Cour suprême avait expliqué qu'à cause de cette clause, l'État ne pouvait ni encourager ni entraver les religions.⁴ Pour les avocats du Ministère de la Justice, l'amendement voulu par le président « restreindrait » de manière significative ce précédent et cette interprétation, en créant une exception pour les écoles publiques.
- L'amendement devait être tourné de telle façon que la réautorisation de la prière à l'école n'amène pas à des situations « excessives » qui pourraient « menacer de transformer une éducation publique et laïque en éducation religieuse ».
- Même si l'administration pouvait être tentée d'inclure dans le texte de l'amendement une « provision spéciale » visant à protéger les enfants issus de minorités religieuses, cela serait une fausse bonne idée. En effet, cela créerait beaucoup de

⁴ Pour le lien entre *Engel* et *Abington*, voir Hartman : 73-74.

- « problèmes particuliers » qui finiraient par dissuader de nombreuses écoles à autoriser la prière, ce qui aboutirait au résultat opposé à celui recherché par Reagan (Edward C. Schmults Memorandum).
- Il était plus pertinent d'utiliser une phrase du type « aucune personne ne sera forcée de prier » plutôt que d'évoquer une prière « volontaire », afin de « minimiser la possibilité de voir les tribunaux mal interpréter le concept de “volontariat” et de, par conséquent, limiter de manière drastique la pratique de la prière dans les écoles ».
 - Il était très important de ne pas exiger une prière œcuménique ; cela rendrait en effet l'État fédéral responsable du choix de cette prière ce qui, *in fine*, amènerait à « l'élimination de la Bible, de la *Lord's Prayer* [la prière chrétienne traditionnellement récitée dans les écoles américaines avant *Engel*, NDLR], des Dix Commandements et de tout ce qui pourrait offenser les membres d'autres religions ». Il était donc préférable que ce soit les autorités locales (les *school boards*) qui soient en charge de la prière à l'école : ainsi, la plupart des villes choisiraient des prières qui reflèteraient la religion majoritaire dans chaque communauté locale.
 - Il fallait également rédiger l'amendement de telle manière que les communautés qui ne voulaient pas revenir au système pré-*Engel* soient libres de le refuser.
 - L'amendement devait parvenir à annuler *Engel* sans, dans le même temps, créer « un droit positif à la prière dans les écoles » : revenir sur *Engel* était le but de l'administration, mais créer un nouveau droit amènerait de nombreux problèmes (comme le droit des « Catholiques », des « Moonies » [de la secte Moon, NDLR] et des « Satanistes » de faire leur propre prière dans le cas où ils vivraient dans « une zone scolaire majoritairement protestante ») (Grover Rees Memorandum).
 - Enfin, l'amendement défendrait certes un principe, mais il ne résoudrait pas de nombreuses questions pratiques liées à son application, comme définir qui allait rédiger la prière, expliquer comment traiter les enseignants qui refuseraient d'y participer, autoriser ou pas des responsables religieux locaux à intervenir dans les salles de classe ou encore décider à quel moment de la journée la prière devrait être récitée (Edward C. Schmults Memorandum).

Avec ces paramètres à l'esprit, Ronald Reagan proposa officiellement un nouvel amendement en mai 1982 : « Nothing in this Constitution shall be construed to prohibit individual or group prayer in public schools or other public institutions. No person shall be required by the United States or by any State to participate in prayer » (Alley : 197).⁵ Les deux principaux sponsors du texte étaient les sénateurs républicains Strom Thurmond, de Caroline du Sud, et Orrin Hatch, de l'Utah. La commission des affaires judiciaires du Sénat organisa des auditions au cours de l'été 1982. Comme l'avaient prédit les avocats de l'administration, la plupart des débats tournèrent alors autour des questions de la dimension volontaire de la prière à l'école et du besoin de respecter les droits civiques des enfants qui refuseraient d'y participer (Alley : 201 ; James Jenkins Memorandum ; Haberman : 156). Mais la commission ne parvint pas à se mettre d'accord sur un consensus satisfaisant ; des dissensions apparurent même parmi ses membres républicains, puisque deux d'entre eux, Arlen Specter de Pennsylvanie et Charles Mathias du Maryland, refusèrent de soutenir l'amendement présidentiel (Haberman : 157). Puisque la Chambre des Représentants, à majorité démocrate, ne soutenait pas non plus l'initiative de Reagan, les sénateurs décidèrent de ne pas aller plus loin : aucun vote ne fut finalement organisé et les débats cessèrent. L'initiative de Reagan s'avéra donc vaine.

Une deuxième tentative en 1983

Le président avait cependant bien l'intention de reprendre les armes pour la prière à l'école. Malgré son premier échec, il choisit, en mai 1983, de proposer de nouveau son amendement au Congrès, sans y avoir apporté aucune modification.

Dans la commission des affaires judiciaires du Sénat, Orrin Hatch rompit immédiatement avec l'administration et annonça qu'il allait proposer un amendement alternatif, un texte qui autoriserait seulement un moment de prière avant le premier cours de la journée – une option évidemment beaucoup moins controversée que celle soutenue par Reagan. Thurmond et Helms se rangèrent derrière Hatch, pensant comme lui que l'amendement présidentiel ne pourrait jamais être adopté par le

⁵ Dans la lettre qu'il adressa au Congrès pour expliquer sa démarche, Reagan décrivit sa proposition comme « un amendement qui permet de restaurer une liberté très simple de nos citoyens, celle d'offrir des prières dans nos écoles publiques et nos institutions » (Letter to Thomas P. O'Neill, Jr.).

Congrès. Les conservateurs travaillant à la Maison Blanche réagirent avec colère et inquiétude. Pour eux, l'initiative des sénateurs républicains ne pouvait que tourner au désastre politique puisque, comme ils l'expliquèrent au président et à ses plus proches conseillers, les leaders évangéliques condamnaient unanimement la proposition des sénateurs républicains : Pat Robertson annonça ainsi qu'il allait utiliser sa célèbre émission télévisée, le *700 Club*, pour « s'opposer à l'amendement sur la prière silencieuse » ; Jerry Falwell de la *Moral Majority* « ne pens[ait] pas qu'une prière silencieuse suffise » ; Howard Phillips du *Conservative Caucus* jugeait la prière silencieuse « édulcorée » ; quant à Paul M. Weyrich, le directeur du *Committee for the Survival of a Free Congress*, il estimait qu'une « prière silencieuse donne aux couards une chance de se planquer sur la question de la prière à l'école » (Morton C. Blackwell and Stephen H. Galebach Memorandum). Pour les conseillers de Reagan, soutenir l'amendement Hatch dans un tel contexte reviendrait à commettre un suicide politique, puisque cela « provoquerait ... très probablement une lutte fratricide dans notre camp qui finirait par neutraliser la force politique constituée par nos supporters qui soutiennent la prière à l'école » – or il fallait absolument éviter de « démoraliser » la base reaganienne à un an seulement de la campagne présidentielle de 1984 (Morton C. Blackwell and Stephen H. Galebach Memorandum ; Stephen H. Galebach Memorandum). La controverse affecta profondément Reagan lui-même comme il le reconnut lors d'une rencontre avec des leaders chrétiens : « Franchement, je ne crois pas que nous avons mené cette bataille pour le droit de rester silencieux » (Talking Points for Meeting with Pro-School Prayer Leaders).

Vu ces obstacles, l'administration se mit à envisager une légère modification du texte initialement présenté par Reagan, en lui ajoutant une clause finale : « Nor shall the United States or any State compose the words of any prayer to be said in the public schools ». A première vue, cela pouvait donner l'impression que le président était prêt à faire une concession aux personnes inquiètes de voir le retour à une religion établie dans le pays par le biais d'une prière à l'école imposée par l'État. Mais les conseillers de Reagan avaient l'interprétation inverse, il s'agissait plutôt à leurs yeux d'envoyer un signal positif aux Chrétiens conservateurs qui craignaient qu'une prière rédigée par l'État, c'est-à-dire par une institution laïque, « diminuer[ait] la force de la prière à l'école en amenant des prières "édulcorées" dont le contenu religieux serait minimal ». Chez d'autres juristes travaillant pour la Maison Blanche, le ton était moins optimiste et confiant. D'après eux, si

l'administration Reagan acceptait de céder du terrain sur cette question, alors, les tribunaux qui auraient, dans le futur, à statuer sur la prière à l'école adopteraient « des interprétations étroites ... qui risqueraient de restreindre de manière sévère le périmètre des prières permises », par exemple en refusant aux professeurs, qui travaillent pour l'État, de rédiger la prière, ou en interdisant aux États de choisir une prière qui existe déjà (comme la *Lord's Prayer*, d'inspiration chrétienne, qui avait été interdite par *Engel*) (Jonathan C. Rose Memorandum). Le résultat final aboutirait par conséquent à « des prières venant seulement des étudiants ou à des prières silencieuses », ce qui ressemblerait beaucoup à l'amendement Hatch que Reagan lui-même avait clairement rejeté (Fred F. Fielding Memorandum).

Mais le président, acculé par son propre parti au Sénat, dut se résoudre à accepter cette nouvelle version en juillet 1983. Lors d'une rencontre avec des responsables évangéliques, il tenta de se justifier en décrivant cet amendement modifié comme une manière intelligente de réconcilier toutes les opinions divergentes parmi les sénateurs républicains en « écart[ant] la crainte que des responsables gouvernementaux rédigent des prières pour les enfants ». Ainsi, l'amendement « résoudr[ait] le problème très délicat des prières composées par l'État », tout en « assur[ant] la constitutionnalité » de la plupart des invocations religieuses qui peuvent avoir lieu dans une école publique, comme « les groupes volontaires d'études religieuses, la récitation par les enfants d'une prière avant de manger, les moments de piété volontaires et les prières silencieuses » (Talking Points for Meeting with Pro-School Prayer Leaders).

Les concessions acceptées par l'administration s'avèrent cependant finalement vaines. Certes, cette fois-ci, contrairement à l'année précédente, la commission des affaires judiciaires du Sénat accepta de présenter l'amendement devant le Sénat pour un vote, en mars 1984 ; mais seuls 56 sénateurs votèrent pour l'amendement, alors qu'il en aurait fallu 67 pour que ce dernier soit adopté (Alley : 204-205).⁶ Reagan devrait par conséquent lancer sa campagne de réélection sans aucune victoire à offrir à sa base évangélique. Il tenta bien d'entretenir sa flamme pendant la campagne en réitérant, de manière parfois assez

⁶ Il faut garder à l'esprit le fait que, même si l'amendement avait été approuvé par le Sénat, la majorité démocrate de la commission des affaires judiciaires de la Chambre des Représentants aurait, elle, refusé « de permettre un vote » sur le texte (M. B. Oglesby Jr. Memorandum).

provocatrice, son soutien entier au retour de la prière à l'école, comme lors de son discours sur l'État de l'Union (« Je vous le demande : si vous pouvez commencer chaque journée avec un membre du clergé devant vous qui vous fait réciter une prière, alors pourquoi priver les enfants des écoles de notre pays de cette liberté de reconnaître Dieu ? ») ; dans un discours devant les *National Religious Broadcasters* (« [Une] classe de maternelle a récit[é] avant de boire du lait 'Nous te remercions pour l'odeur des fleurs. Nous te remercions pour notre nourriture. Nous te remercions pour le chant des oiseaux. Nous te remercions, Dieu, pour chaque chose'. Un tribunal leur a ordonné d'arrêter. Ils étaient soi-disant en train d'enfreindre la Constitution ».) ; ou encore en s'adressant à la *National Association of Evangelicals* (« Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui cloche quand on dit que la Constitution permet aux Nazis et au KKK ... d'appeler à l'extermination des Juifs et à la soumission des Noirs, mais qu'elle empêche nos enfants ... de dire une simple prière à l'école ? ») (President Reagan's Remarks ; Remarks of the President). Mais malgré ces promesses, Reagan ne fit plus aucun geste en faveur de la prière à l'école pendant son second mandat, et la question disparut largement du débat politique aux États-Unis.

Pourquoi ces échecs ?

Ces échecs répétés semblent avoir réellement peiné Ronald Reagan. Comme il le confia un jour à l'un de ses conseillers, son plus grand regret concernant sa présidence était de ne pas avoir réussi à réinstaurer la prière à l'école (Dierenfield : 192-193). Mais ce résultat n'aurait pas dû le surprendre : sur cette question, l'échec était écrit.

Même s'il est vrai que les Chrétiens évangéliques avaient joué un rôle clé dans la victoire de Reagan en 1980, et même si Reagan était sincère dans ses convictions religieuses, ses conseillers ne partageaient pas nécessairement ses sympathies évangéliques. La plupart d'entre eux étaient, comme le montrent assez clairement les archives présidentielles, ennuyés, voire exaspérés, par les responsables évangéliques et leurs revendications. En privé, nombreux étaient ceux qui considéraient ces derniers comme des hommes avides de pouvoir et « paranoïaques », comme des « hurleurs » qui étaient « très naïfs », dépourvus de tout pragmatisme politique et insuffisamment reconnaissants envers le président (Michael Uhlmann Memorandum ; Eddie Mahe, Jr. Memorandum ; Lyn Nofziger Memorandum ; Has Reagan Deserted the Conservatives ? ; Senior Staff Meeting Action Items). Les groupes réclamant le retour de la prière à l'école ne devinrent par conséquent

jamais la priorité de la Maison Blanche, ce qui s'explique par plusieurs facteurs.

En premier lieu, les conseillers de Reagan étaient parfaitement conscients que, même si l'administration échouait à convaincre le Congrès d'adopter son amendement sur la prière à l'école, les électeurs évangéliques déçus n'abandonneraient pas le président républicain : sur le plan électoral, et étant donné la nature bipartite du système américain, où pouvaient-ils partir ? Pas chez les Démocrates. Et l'élection de 1984 illustre bien le dilemme partisan des Évangéliques. Malgré l'échec de Reagan sur la question de la prière à l'école (mais aussi sur celle du droit à l'avortement), il obtint lors de sa réélection 86% de leur vote (Abramson, Aldrich, Rohde : 141). En d'autres termes, la Droite Chrétienne ne sut pas, pendant les années Reagan, transformer son incontestable influence électorale en levier politique concret.

Un second problème est lié à la nature des revendications évangéliques. Si le conservatisme culturel et religieux n'est jamais devenu une question prioritaire pour l'administration Reagan, c'est que ce courant de pensée n'était, *in fine*, pas très populaire dans le pays. La Droite Chrétienne était certes un mouvement massif, qui savait comment mobiliser ses électeurs, mais elle est quand même demeurée un mouvement de niche (Brewer et Stonecash : 153). Reagan aimait répéter que 80% des Américains voulaient le retour de la prière à l'école. C'était sans doute le cas, mais ce chiffre relève plus d'une vague nostalgie sentimentale pour un passé où les choses semblaient plus simples que d'un raz-de-marée politique et militant parmi la population. À l'exception du noyau dur des principales organisations de la Droite Chrétienne (comme la *Moral Majority* ou la *National Association of Evangelicals*), les Américains n'étaient pas prêts à devenir politiquement actifs pour renverser *Engel* – même parmi les Chrétiens conservateurs, comme le révèlent de nombreuses études (Smith *et al.* : 183, 189). Au contraire, les statistiques montrent que les années 1980 furent une décennie où le nombre d'avortements, de divorces et de personnes consommant des drogues régulièrement a augmenté, et non baissé, aux États-Unis (Troy : 266-267). Les années Reagan ne furent donc pas des années puritaines pour la population américaine. Dans ces circonstances, l'administration devait sans cesse procéder à une analyse coût-avantage quand elle devait aborder les questions morales et culturelles, et les conseillers de Reagan concluaient à chaque fois que le président avait beaucoup à perdre s'il dépensait trop de capital politique pour les demandes de la Droite Chrétienne. Il était, à leurs yeux, plus sage de

« fournir » aux groupes religieux conservateurs « un soutien présidentiel rhétorique », tout en « laissant le Congrès mener la bataille » (Camp David Follow-Up).

L'échec de l'administration Reagan sur la prière à l'école offre également quelques enseignements intéressants sur la nature et l'histoire des guerres culturelles aux États-Unis. Les débats au sein de l'administration en 1982 concernant le besoin de non seulement réinstaurer la prière à l'école, mais de tourner l'amendement de telle façon qu'il légalise des prières ouvertement chrétiennes, par opposition à des prières œcuméniques ou un moment de silence, ne laissent aucun doute quant à la dimension ouvertement chrétienne de ce projet politique. Le but était de renforcer la majorité chrétienne, et plus spécifiquement protestante, du pays, et non de célébrer la diversité de son héritage religieux. Et pourtant, le fait que rédiger les quelques lignes de l'amendement ait pris tellement de temps et ait nécessité tant de débats et d'arguties juridiques complexes, prouve, tout comme l'incapacité de l'administration républicaine à convaincre ses propres troupes au Sénat, combien il est difficile de faire basculer une idée apparemment limpide (les enfants devraient avoir le droit de prier à l'école) vers une réalité constitutionnelle concrète. Et les conseillers juridiques de Reagan semblent avoir compris cela dès le début : leurs nombreux échanges détaillent de manière lucide toutes les raisons pour lesquelles l'amendement proposé allait inévitablement être rejeté – la question de la nature volontaire de la prière, de qui allait la rédiger, de qui allait la réciter, de qui aurait le droit de s'y soustraire etc. Au bout du compte, le sujet était trop compliqué. Il a certes bien fonctionné, au début des années 1980, comme cri de ralliement pour les électeurs évangéliques conservateurs ; mais, quand il s'est retrouvé confronté, entre 1982 et 1984, au cadre institutionnel américain et aux fondations laïques sur lesquelles il est construit, il s'est écroulé. Le système américain avait rendu cette guerre culturelle ingagnable.

Bibliographie

Documents d'archives

- ABC News-Harris Survey, *The Evangelical Vote*, October 6, 1980, folder "Campaign Operations – Voter Groups Update (2)", Box 248, Series VII, Campaign Operations (Deaver), Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.
- Action Magazine, November 1980, folder "Political Operations – Voter Groups – Christians, Evangelicals (4)", Box 256, Series VIII, William Timmons General, Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.
- Camp David Follow-Up Memorandum, February 9, 1982, folder "Camp David Briefing 02-05-1982 (1)", Box 2, Darman, Richard, Series I – Subject Files, Ronald Reagan Library.
- Dear Christian Leaders Letter, folder "Campaign Operations – Voter Groups Update (2)", Box 248, Series VII, Campaign Operations (Deaver), Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.
- Eddie Mahe, Jr. Memorandum, September 10, 1980, folder "Political Ops – Voter Groups – Christian, Evangelicals (1)", Box 255, Series VIII, William Timmons General, Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.
- Edward C. Schmults Memorandum, May 14, 1982, folder "[Justice, Department of School – School Prayer] (1)", Box 3, Baker, James A. III – Files 1981-1985, Series I, Memorandum File, Ronald Reagan Library.
- Elizabeth H. Dole Memorandum, March 9, 1982, folder "FG 001 (President of the United States) (077164-079913)", Box 41, FG 001, President of the US, Ronald Reagan Library.
- Evangelicals Memorandum, folder "Media Campaign – [Voter Groups – Activity Reports] (2)", Box 228, Series V, Media, Promotion, Advertising (Daley) – Media Campaign, Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.
- Fred F. Fielding Memorandum, July 11, 1983, folder "OA 11841, School Prayer – Amendment case (1)", Box 50, Meese, Edwin – Files OA 11840, 11841, Ronald Reagan Library.

- Gary Bauer Memorandum, February 26, 1982, folder “FG 001 (President of the United States) (077164-079913)”, Box 41, FG 001, President of the US, Ronald Reagan Library.
- Gary Bauer Memorandum, March 8, 1982, folder “OA 9951, School Prayer (AT 093) (CM 228) (1)”, Box 37, Meese, Edwin – Files OA 9941-9951, Ronald Reagan Library.
- Grover Rees Memorandum, May 11, 1982, folder “OA 9951, School Prayer (AT 093) (CM 228) (2)”, Box 37, Meese, Edwin – Files OA 9949 – 9951, Ronald Reagan Library.
- Has Reagan Deserted the Conservatives? *Conservative Digest*, July 1982, folder “FG 001 (President of the United States) (094590-096721)”, Box 42, FG 001, President of the US, Ronald Reagan Library.
- James Jenkins Memorandum, July 12, 1982, folder “OA 9951, School Prayer (AT 093) (CM 228) (1)”, Box 37, Meese, Edwin – Files OA 9949 – 9951, Ronald Reagan Library.
- Jonathan C. Rose Memorandum, July 11, 1983, folder “OA 9951, School Prayer (AT 093) (CM 228) (1)”, Box 37, Meese, Edwin – Files OA 9949-9951, Ronald Reagan Library.
- Letter to Thomas P. O’Neill, Jr., n.d., folder “[Justice, Department of School – School Prayer] (2)”, Box 3, Baker, James A. III – Files 1981-1985, Series I, Memorandum File, Ronald Reagan Library.
- Lyn Nofziger Memorandum, January 21, 1982, folder “OA 9448, Conservative Groups – The Conservative Caucus”, Box 26, Meese, Edwin – Files OA 9448, 9449, Ronald Reagan Library.
- M. B. Oglesby Jr. Memorandum, February 13, 1984, folder “Issues (4 of 4)”, Box 8, Baker, James A. III – Files 1981-1985, Series I, Memorandum File, Ronald Reagan Library.
- Michael Uhlmann Memorandum, July 6, 1981, folder “OA 2408, Appointments – Supreme Court - O’Connor (1)”, Box 7, Meese, Edwin – Files OA 2408, 2409, Ronald Reagan Library.
- Morton C. Blackwell and Stephen H. Galebach Memorandum, May 26, 1983, folder “OA 11841, School Prayer Amendment (Voluntary) (2)”, Box 50, Meese, Edwin – Files OA 11840, 11841, Ronald Reagan Library.
- President Reagan’s Remarks on School Prayer, folder “Issues (4 of 4)”, Box 8, Baker, James A. III – Files 1981-1985, Series I, Memorandum File, Ronald Reagan Library.
- Reagan for President Campaign Plan (part 4), June 29, 1980, folder “Wirthlin – [Reagan for President Campaign Plan – 6/29/1980

(Draft] (4)”, Box 177, Series IV, Richard Wirthlin Files, Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.

Remarks of the President at the 42nd Annual Convention of the National Association of Evangelicals, March 6, 1984, folder “PR 014-08 (216316) (2)”, Box 8, PR 014-08215159 (3-3)-216327, Ronald Reagan Library.

Senior Staff Meeting Action Items, September 24, 1982, folder “OA 8546 Senior Staff Meeting 1982 (September 1982)”, Box 14, Deaver, Michael K – Files OA 8546, Ronald Reagan Library.

Stephen H. Galebach Memorandum, June 13, 1983, folder “OA 11841, School Prayer –Amendment case (1)”, Box 50, Meese, Edwin – Files OA 11840, 11841, Ronald Reagan Library.

Talking Points for Meeting with Pro-School Prayer Leaders, July 12, 1983, folder “Folder 10 (6-1-83—12-31-83)”, Box 1, Presidential Handwriting File – Series I – Presidential Meetings, Ronald Reagan Library.

Voter Group Strategy Recommendations Memorandum, August 20, 1980, folder “Media Campaign – Voter Block (1)”, Box 228, Series V, Media, Promotion, Advertising (Daley) – Media Campaign, Ronald Reagan 1980 Presidential Campaign Papers, 1965-1980, Ronald Reagan Library.

Ouvrages

ABRAMSON, Paul R., John H. ALDRICH, et David W. ROHDE. *Change and Continuity in the 1984 Elections*. Washington, D.C. : CQ Press, 1986.

ALLEY, Robert S. *School Prayer, The Court, the Congress, and the First Amendment*. New York : Prometheus Books, 1994.

BREWER Mark D., et Jeffrey M. STONECASH. *Split : Class and Cultural Divides in American Politics*. Washington, D.C. : CQ Press, 2007.

DEMERATH, N.J. III, et Yonghe YANG. « What American Culture War? A View from the Trenches as Opposed to the Command Posts and the Press Corps ». *Cultural Wars in American Politics, Critical Reviews of a Popular Myth*. Éd. Rhys H. WILLIAMS. New York : Aldine De Gruyter, 1997 : 17-38.

- DIERENFIELD, Bruce J. *The Battle over School Prayer, How Engel v. Vitale Changed America*. Lawrence : University Press of Kansas, 2007.
- HARTMAN, Andrew. *A War for the Soul of America, A History of the Culture Wars*. Chicago : The University of Chicago Press, 2015.
- HAYWARD, Steven F. *The Age of Reagan : The Fall of the Old Liberal Order, 1964-1980*. New York : Three Rivers Press, 2001.
- JELLEN, Ted G. « Culture Wars and the Party System : Religion and Realignment, 1972-1993 ». *Cultural Wars in American Politics, Critical Reviews of a Popular Myth*. Éd. Rhys H. WILLIAMS. New York : Aldine De Gruyter, 1997 : 145-158.
- MARTIN, William. *With God on Our Side : The Rise of the Religious Right in America*. New York : Broadway Books, New York, 1996.
- SCHULMAN, Bruce, et Julian E. ZELIZER (éds.). *Rightward Bound, Making America Conservative in the 1970s*. Cambridge : Harvard University Press, 2008.
- SMITH, Christian, Michael EMERSON, Sally GALLAGHER, Paul KENNEDY, et David SIKKINK. « The Myth of Culture Wars : The Case of American Protestantism ». *Cultural Wars in American Politics, Critical Reviews of a Popular Myth*. Éd. Rhys H. WILLIAMS. New York : Aldine De Gruyter, 1997 : 175-195.
- TROY, Gil. *Morning in America : How Ronald Reagan Invented the 1980s*. Princeton : Princeton University Press, 2005.

Thèse

- HABERMAN, Aaron Louis. *Civil Rights on the Right : The Modern Christian Right and the Crusade for School Prayer, 1962-1996*. PhD Dissertation, University of South Carolina, 2006.

